




PROCEDURE « SPE »		
Gestion des permis feu		
1 ^{ère} version : 08/08/16	Version en 05/08/24 vigueur :	Validité :
Rédigée par	Revue par	Validée par
Nom : S. Farfouillon	Nom : M. Palomera	Nom : J. Bastid
Fonction : Responsable Prévention	Fonction : Préventeur Sécurité incendie	Fonction : Chef de service SPE
 Sonia FARFOUILLON Responsable Prévention		

1. Objectif de la procédure

La procédure suivante a pour objet de décrire les modalités d'établissement des permis feu.

2. Domaine d'application

Cette procédure s'applique à l'ensemble des personnes gérant ou effectuant des travaux sur la plateforme (personnel AMP, entreprises extérieures, sociétés...).

3. Procédure

La procédure détaille les règles d'élaboration du permis feu, les rôles et responsabilités de chacun ainsi que les sanctions en cas de non-respect de ces règles.

3.1 Domaine d'intervention :

L'établissement du permis feu est **obligatoire** pour les types de travaux suivants **à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments qu'ils soient classés « Etablissements Recevant du Public » (ERP) ou soumis au code du travail** :

- Les travaux par point chauds
- Les travaux pouvant déclencher une détection incendie.

3.1.1 Définition des travaux par point chaud :

Les travaux par points chauds regroupent :

- Les opérations d'enlèvements de matières ou de désassemblage d'équipements (découpe, meulage, ébarbage)
- Les opérations d'assemblage (soudure) ou d'étanchéité (bitume)
- Les opérations utilisant des machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses).

De manière générale, cette désignation comprend tous les travaux générateurs d'étincelles ou de surfaces chaudes.

La rédaction du permis de feu est **obligatoire pour tous les travaux par points chauds**. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes : autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS) et fait partie intégrante des mesures de préventions issue de l'évaluation des risques de l'entreprises (document unique).

Toute personne qui effectue des travaux par points chauds, doit faire un permis feu que ce soit du personnel AMP, des entreprises extérieurs travaillant pour l'AMP ou autre exploitant de l'Aéroport.

3.1.2 Définition des travaux pouvant déclencher une détection incendie :

En dehors des travaux par point chauds, certaines interventions peuvent amener à déclencher la détection incendie telles que, principalement :

- Les travaux générant un dégagement de poussières
- Les interventions avec des nacelles dans les zones équipées de détection incendie de type linéaire.

Ainsi, pour ces types de travaux, les entreprises **doivent obligatoirement établir un permis feu.**

Il en est de même pour les travaux avec nacelles

En cas de doute, une analyse avec le Poste de Coordination Sécurité (PCS) permettra de déterminer si les travaux risquent de déranger la détection incendie dans les zones d'interventions.

3.2 Etablissement du Permis feu :

Le permis feu est établi pour toute la plateforme au **Poste de Coordination Sécurité (PCS)** qui se trouve dans le Hall A au rez de chaussée et qui est accessible par la Zone côté Ville (ZCV).

Les horaires pour établir les permis feu sont les suivants :

- **Pour des travaux en journée : de 7h00 à 9h30**
- **Pour les travaux de nuit : de 20h à 23h**

Nota : En cas d'indisponibilité du PCS au moment de la demande (intervention ...), l'établissement du permis feu est suspendu et reprendra lorsque l'intervention du PCS sera terminée.

Dans tous les cas, si une entreprise doit réaliser des travaux répondant aux conditions définies en section 3.1 ci-dessus, elle ne pourra pas commencer ses travaux sans avoir établi le permis feu.

La personne qui se présente pour établir le permis feu doit être capable de répondre à toutes les questions posées par le PCS afin de réaliser l'analyse de risques (information nécessaire annexe 1). Cela implique notamment qu'il doit avoir la délégation de son employeur pour signer le permis feu.

Toute demande de permis feu incomplète sera refusée par le PCS.

Les permis feu sont établis à la journée.

Dans certaines situations, des permis feu à la semaine peuvent être établis. Pour cela, **les demandes doivent être faites au service Prévention et Energie.** La procédure est en annexe N°2.

3.3 Analyse des risques :

L'analyse des risques établie par le demandeur est complétée par le personnel du PCS qui peut demander des mesures complémentaires (écran de protection, ventilation...).

Dans tous les cas, il est demandé un extincteur approprié aux risques et mis à disposition par le demandeur. **Il est en effet strictement interdit d'utiliser les extincteurs de l'aéroport pour la réalisation de travaux.**

De plus, les interventions dans des bâtiments équipées de détection incendie, nécessitent la coupure de la détection incendie dans les zones d'interventions ou à proximité.

Liste des bâtiments concernés :

- T1 (gestion PCS)
- T2 (gestion PCS)
- TFE E72 (gestion SSLIA)
- B52 (gestion SSLIA)
- Gare fret 2 E75 (gestion SSLIA)
- Aérofrigo E99 (gestion SSLIA)
- Immeuble fret E91 (gestion SSLIA)
- Bâtiment administratif E01 (gestion PCS)
- Balisage D52 (gestion SSLIA)
- Hangar Aviation Générale D05 (gestion SSLIA)
- Centrale Energie B69 (gestion SSLIA) avec la galerie
- Centrale Chaud/Froid B70 (gestion SSLIA)
- Bâtiment Mistral E112 (gestion PCS)
- Parking P6 (gestion PCS)

Pour les bâtiments dans le périmètre d'intervention du PCS, la détection incendie est coupée immédiatement avant que l'entreprise quitte le PCS pour se rendre sur son chantier.

Pour les bâtiments dans le périmètre d'intervention du SSLIA (caserne du Bataillon des Marins Pompiers de l'aéroport), l'entreprise doit attendre l'appel du SSLIA avant de commencer leurs travaux. Le PCS transmet au SSLIA le numéro de téléphone de l'entreprise afin que le SSLIA procède à la coupure de la détection incendie et en informe l'entreprise.

3.4 Visite de chantier :

Après l'élaboration du permis feu, le PCS et/ou le SSLIA procède à :

- Une visite au début des travaux pour vérifier la mise en place des mesures préventives et protectives, la concordance entre ce que l'entreprise a dit au moment de l'élaboration du permis feu et le lieu d'intervention, la présence de l'extincteur et du document remis par le PCS.
- Plusieurs visites, si nécessaire, en cours de chantier pour s'assurer que tout se passe correctement et que l'entreprise n'a pas changé de zone sans prévenir le PCS ou le SSLIA
- Une visite à la fin des travaux pour s'assurer qu'il n'y ait pas de risque de départ de feu (surface chaude, feu couvant)

3.5 Sanctions :

En cas de non-respect des mesures suivantes, l'entreprise ou la personne encours des sanctions définies dans le CCGI ou dans l'arrêté de police d'Aérodrome :

- **Absence de permis feu**
- **Absence d'extincteur**

- **Déclenchement de la détection incendie**
- **Absence de mesures de protection**

Dans tous les cas, le PCS et/ou le SSLIA sont autorisés à faire arrêter les travaux jusqu'à régularisation.

Le service Prévention et Energie et le chargé d'affaires d'AMP sont également avertis.

De plus, le PCS peut refuser d'élaborer le permis feu si toutes les informations nécessaires à son élaboration ne sont pas fournies ou si les horaires d'élaboration du permis ne sont pas respectés.

.